

Cinq Associations Albertvilloises, s'appuyant sur les interventions de la défenseure des droits, autorité administrative indépendante, inscrite dans la constitution française, communiquent :

Le nouveau projet de loi « Asile et immigration » porté par le ministre de l'intérieur, présenté au Sénat en première lecture, a été durci par ce dernier. En commission des Lois de l'Assemblée nationale, les députés sont revenus sur les mesures les plus dures.

Ce texte, remanié, a été présenté en séance publique ce 11 décembre. La motion de rejet déposée par les écologistes y a été adoptée, empêchant l'examen du texte. Mais cela ne signifie pas la mort du projet.

Le droit des étrangers a été réformés 29 fois depuis 1980, 117 fois depuis 1945, avec les mêmes objectifs : contrôler les flux, intégrer les personnes, accélérer les procédures. Le bilan est sans appel : nous avons échoué à atteindre ces objectifs et la xénophobie n'a pas été contenue, pour ne pas dire accrue.

De plus, l'Etat français a été plusieurs fois condamné pour non-respect des lois qu'il avait lui-même édictées !

Il est donc peut-être temps de changer de logiciel, sans tomber dans l'angélisme.

Si le sujet, affectant pourtant en profondeur les droits fondamentaux, nécessiterait de la retenue et du recul, pour ne pas dire la connaissance du sujet dans son vécu quotidien, force est de constater qu'une partie du personnel politique n'a pas été à la hauteur de ses mandats, préférant donner la primauté à la défiance et au clientélisme, accordant du crédit à de nombreuses idées reçues dont la robustesse n'est pas établie, et où les craintes et les préjugés, imprégnés de suspicion, prennent le pas sur les faits.

Nous avons besoin de débats sans claquements de pupitres, sans injures ni vociférations, sans blocage de procédure par des milliers d'amendements. Nous avons besoin de sérénité et de dignité, d'échanges conscients des enjeux engageant l'avenir, s'appuyant sur des faits et non des interprétations sur des données réfutables.

Depuis la nuit des temps, l'immigration fait partie de l'histoire de l'humanité, de notre Histoire, chacun de nous en étant un fruit. Les guerres, les aléas climatiques grandissants, les mafias, la corruption, ne sont que les aspects les plus visibles qui poussent des familles à chercher des lieux où pouvoir travailler, être respectées, assurer un avenir à leurs enfants. Aucun mur, qu'il soit physique ou législatif, n'empêchera les gens de se déplacer. Et ce n'est jamais par choix que l'on quitte sa famille ou le pays qui nous a vu naître, excepté les plus riches où le monde n'a pas de frontières pour eux.

C'est dans cet esprit que les associations (ASTA, CCFD-Terre Solidaire, CRA, LDH et Secours Catholique), ont demandé un rendez-vous auprès du député Vincent Rolland.

Fait à Albertville le 12.12.2023